

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Clermont-Ferrand, le 17 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LUXFER GAS CYLINDERS

Rue de l'Industrie
BP 7
63360 Gerzat

Références : 20240604-RAP-63-0548-Luxfer_VI
Code AIOT : 0005600365

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement LUXFER GAS CYLINDERS implanté 7 Rue de l'Industrie BP 7 63360 Gerzat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUXFER GAS CYLINDERS
- 7 Rue de l'Industrie BP 7 63360 Gerzat
- Code AIOT : 0005600365
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis la fermeture de l'ancienne usine de Gerzat à la fin du premier semestre 2019, le groupe LUXFER GAS CYLINDERS a mené différentes investigations environnementales pour se conformer aux obligations relatives à la cessation d'activité et découlant des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

Malgré sa position en zone industrielle (au nord de la gare de triage), l'usine, d'une superficie de 44 000 m² dont environ 18 000 m² occupés par les installations et bâtiments, est entourée d'habitations en limite de propriété (Nord, Est et Sud) et se situe à une centaine de mètres du centre-ville de Gerzat. Elle est bordée par un ruisseau, le Bédât. La nappe aquifère peu profonde était exploitée pour les besoins d'eaux industrielles de l'usine.

Plusieurs sources de pollutions ont été identifiées dans les sols (solvants chlorés, hydrocarbures et métaux) et eaux souterraines (hydrocarbures, solvants chlorés) à l'intérieur du site. Compte-tenu du sens d'écoulement des eaux vers l'extérieur, les investigations complémentaires réalisées ont montré que le panache de pollution aux solvants chlorés sort du site au Nord et à l'Est vers les habitations et que cette pollution est relativement profonde (8 à 9 mètres).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Obligations liées à la mise en sécurité	Code de l'environnement du 01/06/2022, articles R. 512-75-1.IV.4° et R. 512-39-3	Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité du site a bien progressé avec l'évacuation des déchets et produits dangereux, la limitation des accès, la coupure des utilités.

Il est demandé la transmission d'un rapport complémentaire à celui du 30/04/2021, pour décrire les opérations de mise en sécurité réalisées et transmettre les justificatifs.

En revanche, le traitement et la surveillance des pollutions de sols et de nappes restent à conduire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Définition de la cessation d'activité ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.I
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : I.-La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes : 1° La mise à l'arrêt définitif ; 2° La mise en sécurité ; 3° Si nécessaire, la détermination de l'usage futur selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ; 4° La réhabilitation ou remise en état. [...]

<p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est localisé rue de l'Industrie à Gerzat, au nord de la gare de triage et occupe une superficie totale d'environ 44 000 m² dont 18 000 m² occupés par les installations et bâtiments. Entouré d'habitations en limite de propriété (Nord, Est et Sud), l'établissement se situe à une centaine de mètres du centre-ville de Gerzat et est bordé par un ruisseau, le Bédât.</p> <p>L'exploitant a décidé de l'arrêt de ce site de production, avec effet fin juin 2019.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Notification de cessation

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>La notification de cessation d'activité a été faite par courrier du 27/03/2019, avec effet au 30/06/2019.</p> <p>Une suspension de la cessation a été déclarée le 13/06/2019 (possibilité de reprise du site par un autre industriel).</p> <p>La reprise de la cessation a été annoncée le 29/08/2019 (échéance le 30/10/2019).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.1°
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
Constats : Le bureau d'étude GOLDER a fait un premier point sur les mesures de mise sécurité à mettre en œuvre le 02/09/2020. La principale opération de mise en sécurité s'est déroulée du 27/01/2021 au 12/02/2021 et a fait l'objet du rapport 20140236_M03 du 30/04/2021. Une inspection a eu lieu le 03/02/2021, pendant cette campagne. Une inspection du 08/06/2021 a permis de constater les actions réalisées. Un courrier du préfet du 3 novembre 2020 a suspendu temporairement l'application des points 4 et 5 de l'article 2 de l'arrêté du 29 juin 2020 encadrant la mise en sécurité du site (vidanges des machines et démantèlement des installations) pour permettre la remise en service des équipements, en cas de reprise du site, des négociations en ce sens étant en cours. Par la suite, la lettre préfectorale du 30/06/2021 a demandé la poursuite de la mise en sécurité du site. Lors de la visite du 15/02/2024, les locaux étaient quasiment vides, les seuls équipements observés sont des chaudières et des TAR. Un hydrocurage des fosses était en cours. La mise en place de barrière pour sécuriser les fosses devait se poursuivre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre les bordereaux de suivi des déchets. Un rapport complémentaire à celui du 30/04/2021 est attendu sous 1 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.2°
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
Constats : La clôture du site a été vérifiée, une ouverture côté stade a été refermée. Le site dispose d'une télésurveillance et d'un gardiennage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.3°
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
Constats : La cuve aérienne de fioul a été évacuée. Le gaz a été coupé et le réseau vidangé et neutralisé. L'électricité a été coupée. Lors de la visite l'eau était encore utilisée ponctuellement pour le nettoyage, mais la coupure était prévue à la fin de l'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, articles R. 512-75-1.IV.4° et R. 512-39-3
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.
Constats : Des diagnostics de sols et des eaux souterraines ont été effectués. Le rapport de l'inspection du 15/06/2023 fait la synthèse des investigations réalisées jusque-là. 5 zones sources de pollution ont été identifiées. Un plan de gestion actualisé a été fourni le 16/02/2022, Toutefois, des études complémentaires sont requises pour vérifier la faisabilité de certaines propositions de gestion et des plans de conception des travaux devront être établis pour certaines zones. Une Interprétation de l'État des Milieux (IEM) a été réalisée. Toutefois, en l'absence de piézomètre à l'Est de PzM, nous ne pouvons pas être certain que le panache en CVM soit limité à la zone d'investigations couverte par l'IEM. L'implantation d'un piézomètre à l'Est de PzM (couplé à un piézair) est donc à prévoir. Une campagne de mesures sur les eaux souterraines et gaz du sol était prévu la semaine suivant l'inspection. Les résultats de cette campagne ont été transmis début avril 2024. Un arrêté préfectoral complémentaire est proposé pour le renforcement du réseau de piézomètres et piézairs, le suivi régulier des eaux souterraines et des gaz du sol, et la finalisation du plan de gestion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le suivi semestriel des eaux souterraines est à poursuivre sur l'ensemble du réseau de piézomètres et piézairs.

Le rapport de suivi de la campagne de début 2024, a été transmis début avril 2024.

Le réseau de piézomètres est à renforcer comme convenu lors de la réunion du 20/10/2022 et repris dans le courrier préfectoral du 21/06/2023.

Le plan de gestion est à compléter/actualiser.

L'LEM devra être complétée/actualisée avec les résultats sur les nouveaux ouvrages.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-2

Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation

Prescription contrôlée :

I.-Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III.-A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

IV.-Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il

résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.

V.-Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.

A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

Constats :

L'article 1.5.6 de la AP du 14/03/2007, prescrit la remise en état du site pour une utilisation industrielle.

Lors de la notification de cessation d'activité du 27/03/2019, la proposition au Maire de Gerzat et au Président de Clermont Auvergne Métropole de prendre en compte un usage industriel (comme déterminé dans l'arrêté d'autorisation, et correspondant à celui de la dernière période d'exploitation) pour l'usage futur a été effectuée.

Aucune observation n'a été formulée dans le délai de 3 mois à cette proposition.

L'exploitant a ainsi informé que l'usage futur retenu était l'usage industriel par courrier du 18/07/2019.

Type de suites proposées : Sans suite